



**Allocution du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef
du Gouvernement
Rencontre de Haut niveau sur les « Nouvelles Approches
unifiées pour mettre fin à la faim en Afrique »**

Addis Abeba, le 1^{er} juillet 2013

- **Excellences Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;**
- **Excellence Monsieur le Président de l'Union Africaine ;**
- **Excellence Monsieur le Président Luis Ignacio LULA da SILVA ;**
- **Excellence Madame la Présidente de la Commission de l'Union Africaine ;**
- **Monsieur le Directeur Général de la FAO ;**
- **Mesdames, Messieurs les Représentants Permanents des Etats membres de l'Union Africaine ;**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des partenaires de l'Union Africaine**
- **Honorables invités ;**
- **Mesdames et Messieurs,**

J'éprouve un réel plaisir à prendre part à cette rencontre de haut niveau consacrée à un sujet de portée majeure pour l'avenir de notre continent.

Avant de poursuivre mon propos, vous me permettez d'abord de renouveler aux autorités éthiopiennes toute ma gratitude pour l'accueil empreint de cordialités dont ma délégation et moi-même avons bénéficié à Addis-Abeba.

Je voudrais ensuite adresser mes chaleureuses félicitations à la Commission de l'Union Africaine, à la FAO et à l'Institut LULA pour avoir pris l'heureuse initiative de la présente rencontre. L'enthousiasme et le dévouement dont ils font preuve au service de cette noble cause constituent à mes yeux des atouts certains pour le succès de notre engagement commun à éradiquer la pauvreté, la faim et la malnutrition en Afrique.

Le thème soumis à notre réflexion collective, « Nouvelles approches unifiées pour mettre fin à la faim en Afrique », est édifiant et d'une

pertinence actuelle. Il a en effet trait au quotidien de nos populations.

Il s'agit donc pour nous de procéder à un diagnostic rigoureux afin d'éradiquer le mal à partir de sa source.

Mesdames et Messieurs,

Il me plaît de vous rappeler que dans la réflexion sur les stratégies à mettre en œuvre pour répondre aux grands défis du monde et réaliser ainsi le bien-être de l'humanité, un Panel de haut niveau dont quatre Prix Nobel réuni à Copenhague avait préconisé comme réponse, la nécessité d'investir dans la nutrition et la lutte contre la faim.

En effet, la sécurité alimentaire et nutritionnelle représente une condition *sine qua non* pour la création de richesses, une croissance économique durable et l'éradication de la précarité et de la pauvreté.

De récentes études ont mis en exergue que les pertes annuelles découlant de la malnutrition s'élèvent jusqu'à 11% du Produit Intérieur Brut, chaque année, en Afrique et en Asie.

Il nous faut donc accorder plus d'attention à la promotion du secteur rural qui recèle de potentialités énormes en termes de création d'emplois pour les femmes et les jeunes et de sources de création de richesses pour affranchir de la pauvreté les trois quart des plus démunis en Afrique.

En effet, malgré ses énormes potentialités agricoles, le continent africain présente un contraste paradoxal :

- Il importe jusqu'à 85% de ses denrées alors qu'il dispose de 700 millions d'hectares de terres arables non exploitées ;

- Le continent est traversé par de gigantesques fleuves, mais seulement 3% des terres sont irriguées, contre plus de 20% dans le monde ;

- Il abrite dans son sous-sol de fabuleux gisements de phosphate mais la consommation d'engrais n'est que de 13kg/ha, contre 190kg en Asie de l'Est.

Les Etats d'Afrique ne consacrent en moyenne que 4% de leurs dépenses publiques à l'agriculture, contre 11% à 14% en Asie. Pour nourrir les 2 milliards d'Africains attendus en 2050, la FAO estime à 11 milliards de dollars par an le montant des investissements nécessaires.

Enfin, la part du secteur agricole dans l'Aide Publique au Développement est passée de 17% en 1980 à 5% aujourd'hui. En 2007, la Banque Mondiale a reconnu qu'elle a délaissé l'agriculture depuis plus de 20 ans.

De même, les engagements pris par le G8 lors de son sommet de L'AQUILA en Italie en juillet 2009 de consacrer une enveloppe financière de 20 milliards de dollars américains sur la période 2009-2012 pour le financement de la lutte contre la faim dans le monde n'ont pas été entièrement libérés.

Ce constat indique que nous devons relever un certain nombre de défis pour garantir la sécurité alimentaire en Afrique.

Il s'agit notamment de :

- l'accès au foncier pour garantir à la fois le droit de propriété des grandes fermes commerciales porteuses du développement, de l'emploi des jeunes et des femmes et l'existence des petites exploitations, canaux importants de redistribution de revenus ;

- l'accès aux semences plus productives et à des intrants à moindre coût ;
- l'accès à la recherche et à la technologie.

- la transformation économique et sociale du monde rural à travers la mécanisation agricole ;

- l'aménagement hydro-agricole ;

- l'augmentation des capacités de stockage et de conservation ;

- le développement des infrastructures d'accès au marché à savoir les routes, les pistes et les diverses technologies de l'information et de la communication.

Il s'agit également du financement qu'il nous faut repenser et construire pour permettre la mise à disposition du monde rural des financements innovants appropriés.

Sur ce point, je partage la réflexion du Président LULA qui estime je cite « **qu'un 'miracle' est nécessaire pour stimuler la production agricole. «Le miracle permet aux pauvres d'avoir accès au crédit et aux technologies. Nous voulons que les pauvres apprennent qu'avec le crédit et les technologies, ils produiront davantage, mangeront mieux, auront des excédents à vendre et des revenus supplémentaires pour améliorer la vie de leur famille».** Fin de citation.

Le relèvement de tous ces défis que je viens d'énumérer suppose un certain nombre de préalables.

La promotion de la révolution verte que nous appelons de nos vœux doit s'accompagner d'une plus grande industrialisation du secteur, qui permet d'augmenter de manière significative la production alimentaire. Une telle politique exige d'impliquer davantage le secteur privé. La bonne stratégie repose sur la participation des secteurs public, privé et de la société civile. Car l'Afrique doit pouvoir s'appuyer sur une agriculture moderne et compétitive, portée par une agro-industrie et un agrobusiness dynamiques, venant appuyer et compléter le mode de production actuel du continent reposant essentiellement sur les petits exploitants ruraux aux moyens rudimentaires.

La mise en œuvre de cette stratégie suppose une meilleure compréhension des enjeux de l'agriculture pour les Etats et des politiques adoptées. Nous devons donc faire de l'agriculture un département régalien au même titre que la Défense, l'Intérieur, les Affaires Etrangères et les Finances, en lui allouant un budget adapté : 10% au moins du budget national, suivant les recommandations de MAPUTO, contre au mieux 5% actuellement, qui ne sont d'ailleurs pas investis, mais dévolus au fonctionnement des Administrations.

En donnant ainsi toute sa place à l'agriculture ainsi qu'aux chaînes de production et de distribution qui lui sont liées, l'Afrique pourra régler définitivement le fléau de l'insécurité alimentaire, mais aussi résoudre le problème du chômage et de la pauvreté. Le développement de l'agriculture doit avoir un effet multiplicateur. Avec une forte volonté politique, nous pouvons relever le défi et réduire la faim de manière durable.

La poursuite d'une approche intégrée et holistique est de ce fait impérative, et ce, aussi bien au niveau national qu'international. Celle-ci doit être accompagnée d'un effort budgétaire conséquent.

Ainsi l'avènement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique exige à la fois une meilleure gouvernance, une volonté politique renouvelée et un engagement ferme de développer ensemble des programmes nutritionnels et de sécurité alimentaire novateurs et complets, ainsi que des stratégies impliquant tous les acteurs concernés.

A cet égard, je me félicite au passage de l'élection de mon pays, le Bénin, à l'initiative du G8 relative à la Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition.

Comme le suggère Madame Dlamini-Zuma, Présidente de la Commission de l'Union Africaine, il est important de déployer davantage d'efforts pour renforcer la participation des femmes dans les systèmes agricoles et alimentaires et investir en faveur des enfants et des jeunes.

En Afrique, les femmes sont très impliquées dans l'agriculture, nos programmes doivent prendre en compte leur participation tout comme celle des jeunes.

Mesdames et Messieurs,

Je suis persuadé que le partenariat renouvelé entre l'Union Africaine, la FAO et l'Institut LULA, fruit de la rencontre de ce jour, permettra d'identifier tous les facteurs politiques, économiques, sociaux et humains susceptibles de favoriser une croissance, une sécurité alimentaire et une nutrition qui soient profitables à tous. Il apportera aussi de la valeur ajoutée aux initiatives et programmes en cours en encourageant l'engagement politique et en imprimant l'élan nécessaire à un appui plus large de la part d'autres agences nationales et internationales. Il encouragera aussi la participation du secteur privé, renforcera le rôle de la société civile, tirera les leçons des expériences nationales réussies et capitalisera sur de nouvelles formes de partenariat novateur et solidaire.

En tout cas c'est mon vœu le plus ardent.

En la dotant de moyens adéquats, l'Agence du NEPAD peut aussi jouer un rôle important pour le développement du secteur agricole, à travers le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). Mon pays, le Bénin, attache une importance particulière à ce programme et à son rôle dans la promotion du développement agricole et la réduction de la faim en Afrique.

A cette fin, mon pays est prêt à coordonner, unifier et faciliter l'articulation des différentes actions à mener par les Gouvernements africains et leurs partenaires, y compris le secteur privé et la société civile.

C'est pourquoi, en ma qualité de Champion désigné par le NEPAD/UA pour la promotion de l'agriculture notamment à travers la transformation rurale en Afrique, je m'engage à être le porte-flambeau de la cause de la lutte contre la faim et la malnutrition en Afrique. C'est dans cet ordre d'idées que j'ai déclaré à la 38ème session de la Conférence Générale de la FAO, la disponibilité de mon pays, le Bénin, à assumer le rôle d'Ambassadeur de cette prestigieuse Institution en Afrique et dans le monde afin d'atteindre l'objectif "zéro faim".

Je suis persuadé que cet objectif est à portée de main, pourvu que comme un seul homme, tous ensemble, dans une synergie d'actions, nous mobilisions nos ressources humaines, matérielles et financières pour que plus jamais un être humain ne meure de faim, pour que plus jamais un enfant ne meure de malnutrition. Tous ensemble, nous pouvons et nous devons le faire.

A cet effet, la collaboration de l'Institut LULA est importante pour permettre à nos pays de s'inspirer des grandes expériences du Brésil pour combattre la faim et la malnutrition.

Je ne mettrai pas un terme à mon propos sans remercier et lancer un appel à tous les partenaires stratégiques qui contribuent à l'élimination de la faim dans le monde et à l'Agence du NEPAD pour capitaliser les expériences qui seront issues de cette rencontre.

Vive la coopération internationale !

Je vous remercie.